



CHAPITRE 1

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux

[Sanctionnée le 23 août 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Entente relative aux prêts.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des affaires municipales à conclure avec l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités une entente relative aux prêts à consentir au gouvernement de la province ou à la Commission municipale de Québec pour le financement d'entreprises municipales dans cette province, suivant la loi votée par le Parlement du Canada qui peut être citée sous le titre de "Loi sur le développement et les prêts municipaux".

Publication, etc.

Une entente conclue en vertu du présent article doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et elle doit aussi être déposée à l'Assemblée législative dans les dix premiers jours de la session suivante de la Législature.

Règlementation.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tous les règlements qu'il juge nécessaires ou désirables en vue de l'exécution d'une entente visée à l'article 1 et, par ces règlements, il peut autoriser ou obliger le ministre des affaires municipales, la Commission municipale de Québec et toute municipalité et leurs fonctionnaires à accomplir tout acte requis pour cette exécution et notamment à délivrer tout

CHAPTER 1

An Act to facilitate the financing of certain municipal works

[Assented to 23rd August 1963]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Municipal Affairs to enter into an agreement with the Municipal Development and Loan Board concerning loans to be made to the Government of the province or to the Quebec Municipal Commission for the financing of municipal projects within this province, in accordance with the act passed by the Parliament of Canada which may be cited as the "Municipal Development and Loan Act".

Agreement for loans.

An agreement made under this section must be published in the *Quebec Official Gazette* and must also be laid before the Legislative Assembly within the first ten days of the next session of the Legislature.

Publication, etc.

2. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he deems necessary or desirable for the carrying out of an agreement contemplated in section 1 and, by such regulations, may authorize or direct the Minister of Municipal Affairs, the Quebec Municipal Commission and any municipality and their officers to take whatever steps are required for such carrying out and in particular to

Regulations.

certificat prescrit à ce sujet.

Publica-
tion.

Les règlements visés au présent article sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

S.R.,
c. 207, a.
91, aj.

3. La Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 207) est modifiée en ajoutant ce qui suit:

Prêts aux
municipa-
lités.

“**91.** Avec l'autorisation générale ou spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil, la commission peut obtenir des emprunts de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Obliga-
tions, etc.

A ces fins, la commission peut émettre des obligations ou autres titres et en fixer la forme, le montant, l'échéance, le taux d'intérêt et les autres conditions; consentir aux municipalités des prêts et en fixer la forme, le montant, l'échéance, le taux d'intérêt et les autres conditions; acquérir des obligations ou autres titres de municipalités, les donner en garantie de ses propres emprunts ou en disposer autrement.

Remise.

La commission doit, lorsqu'elle a consenti un prêt à une municipalité avec des deniers empruntés de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, accorder à cette municipalité une remise correspondant à celle qui peut lui être accordée par l'Office et elle ne peut exiger un taux d'intérêt plus élevé que celui qu'elle est tenue de payer à l'Office.”

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

issue any certificate prescribed in relation thereto.

The regulations provided for in this section shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Publica-
tion.

3. The Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1941, chapter 207) is amended by adding the following:

R.S.,
c. 207, s.
91, ad.

“**91.** With the general or special authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Commission may obtain loans from the Municipal Development and Loan Board for the purpose of making loans to municipalities.

Loans for
municipi-
palities.

For such purposes, the Commission may issue bonds or other securities and determine the form, amount, maturity, rate of interest and other conditions thereof; make loans to municipalities and determine the form, amount, maturity, rate of interest and other conditions thereof; acquire bonds or other securities of municipalities, give the same as security for its own loans or otherwise dispose thereof.

Bonds,
etc.

The Commission, when it has granted a loan to a municipality with moneys borrowed from the Municipal Development and Loan Board, shall allow to such municipality a rebate equivalent to the amount that may be forgiven by the Board and shall not charge a higher rate of interest than it is obliged to pay to the Board.”

Rebate.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.